

Les Balkans pour les peuples des Balkans

lundi 24 février 2014, par [MEDENICA Matija](#), [ZIVKOVIC Andreja](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mai 2013).

Andreja Živković et Matija Medenica, membres du groupe Marx 21 en Serbie, reviennent ici sur le long processus d'endettement qu'a connu l'ex-Yougoslavie et critiquent sévèrement les effets pervers des politiques d'intégration européenne imposées aux pays de la région. Ils appellent à la création d'une nouvelle Fédération des Balkans, seule capable de résister à l'esclavage de la dette.

Les Balkans luttent contre une triple crise : celle de la dette extérieure, du chômage de masse et de la stagnation du secteur productif. En réalité il s'agit d'une crise de dépendance envers le capital européen. La vie économique est complètement tributaire de l'importation onéreuse de capital européen pour couvrir les déficits budgétaires et commerciaux béants par un vaste pillage du bien national au profit des banquiers européens. La crise s'est traduite par l'interruption des prêts accordés par les banquiers européens contrôlant le système financier de toute la région - d'où l'effondrement du système pyramidal. Depuis lors, la Grèce, la Slovénie, la Serbie, la Roumanie et la Bosnie ont tous été mis sous « redressement judiciaire » par la Troïka (FMI, UE et BCE) qui a imposé, avec la complicité de la classe politique locale, des programmes d'austérité si sauvages qu'ils entraînent un désastre humanitaire. Une nouvelle guerre européenne fait rage. Son but est de faire payer aux Balkans et au reste de l'Europe périphérique le coût des dettes de banques d'Europe du Nord.

Nous voudrions montrer comment notre région a été historiquement traversée par des phases d'intégration dans les structures des Grandes Puissances et quelles en ont été les conséquences. Nous donnerons quelques exemples de mécanismes économiques qui ont été à l'œuvre dans la mise en place de ce modèle, dans le but d'ouvrir une perspective socialiste à une question souvent confuse : « quelle doit être la position de la Gauche face à l'intégration européenne ». Cette question est généralement posée dans un contexte où l'on entend de façon dominante une nébuleuse de forces d'extrême droite locales qui s'expriment fermement contre l'intégration - même si ces forces politiques sont toujours pro intégration quand il s'agit dans d'autres structures dominées par une grande puissance comme la Russie. Nous souhaitons ainsi rendre plus claire la redécouverte de l'idée de Fédération Socialiste des Balkans, telle qu'elle fut élaborée par les grandes figures socialistes du passé comme Svetozar Marković, Hristo Botev, Christian Rakovsky, Constantin Dobrogeanu-Gherea, Dimitrije Tucović et Dimitar Blagoev, en tant que vision stratégique pour d'« Autres Balkans ». Nous concevons cette perspective comme une alternative à divers et désastreux « processus d'intégration » et non comme une sorte de colmatage apporté à diverses formes d'intégration dans l'Union Européenne telle qu'elle existe. Nous sommes d'accord sur le fait évident que nos pays sont trop petits et trop faibles pour mettre à bas le marché et le système impérialiste et sur la nécessité que la nouvelle Gauche petite et encore faible de nos pays s'extraie de ses sentiers battus intellectuels. Dès lors, l'enjeu crucial est que nous soyons capables d'offrir une vision combative et une réfutation du racisme et du paternalisme provenant de l'« extérieur » comme de « l'intérieur » qui masquent leurs causes réelles. Nous voulons ce faisant combattre l'apathie et le désespoir par l'espoir afin d'inspirer un véritable mouvement, une force politique réellement viable, capable non seulement d'analyser le présent, mais aussi de concevoir notre avenir. Afin d'être le plus compréhensible possible, nous allons revenir un peu en arrière dans l'histoire afin de comparer

les problématiques du passé avec celles d'aujourd'hui.

On nous a dit et répété que c'est une "mentalité balkanique" primitive qui serait responsable des « conflits ethniques » du passé. L'intégration européenne, la transition vers l'économie de marché, l'intervention militaire de l'OTAN sont présentées comme antidote à l'histoire rabachée de « l'échec de la modernisation » des soit-disants « Etats défaillants ». Mais après deux décennies de destruction économique et de dépendance néocoloniale, il devient aujourd'hui évident que nos problèmes sont inséparables de l'histoire de l'impérialisme dans notre région.

A partir 19^e siècle, le déclin de l'Empire Ottoman a créé la prétendue « question d'Orient ». Le dilemme réel derrière cette « question », était de savoir laquelle des Grandes Puissances l'emporterait dans le contrôle du sud-est de l'Europe et des voies commerciales et stratégiques entre l'Europe et l'Asie, lorsque « l'homme malade de l'Europe » serait enfin mis hors jeu. De la même façon que la désintégration de l'Empire Ottoman attira toutes les Grandes Puissances, les guerres civiles ravageant l'ex-Yougoslavie furent le terrain d'affrontement des Grandes Puissances dans le but de tirer partie de l'effondrement de la domination soviétique en Europe de l'Est.

Les fréquentes révoltes des peuples des Balkans contre l'Empire Ottoman avaient servi de prétextes aux interventions des Grandes Puissances. La prétendue volonté de « protéger les communautés chrétiennes » ou plus tard « les droits nationaux » des peuples des Balkans est devenu le travestissement favori de l'intervention des Grandes Puissances – tcomme ce fut le cas de « l'intervention humanitaire » dans les guerres civiles de l'ex-Yougoslavie. Ces interventions ont permis à ces puissances de maintenir sous leur contrôle toute la région tout en créant les bases de futurs conflits dévastateurs entre les peuples des Balkans. L'exemple classique en fut le Congrès de Berlin en 1878 qui fut le démiurge des Balkans modernes, transformant la région en « poudrière » de l'Europe.

Après sa victoire dans la guerre russo-turque de 1877-78 la Russie a construit une énorme Bulgarie qui à Berlin fut réduite de plus de sa moitié par les autres puissances. La Bosnie et l'Herzégovine, théâtre d'une insurrection paysanne contre le pouvoir ottoman en 1875, furent placées sous occupation autrichienne. La Serbie, entraînée par la Russie dans une guerre contre la Turquie en 1876 en échange de promesses de territoires pris sur la Bosnie - Herzégovine, fut placée elle aussi sous protectorat autrichien ; en contre-partie, la Russie plaça la Bulgarie sous son protectorat et annexa la Bessarabie au détriment de la Roumanie. De la même façon que les Grandes Puissances tirèrent profit des conflits nationalistes dans les Balkans pour y établir des liens clientélistes, les Etats Unis d'Amérique ont exploité les guerres civiles en ex-Yougoslavie pour installer des protectorats néo-coloniaux compartimentés comme en Bosnie ou au Kosovo et jusqu'à récemment en Macédoine, tout en en déléguant l'administration aux Nations Unies, à l'Union Européenne et à l'OTAN.

Les Balkans qui ont émergé du Traité de Berlin étaient un patchwork d'Etats minuscules et fragmentés, dominés par les Grandes Puissances et se disputant les mêmes territoires afin d'assurer leur propre sécurité et viabilité. Le fait que les nouveaux Balkans furent découpés lors de sommets diplomatiques des Grandes Puissances, contre la volonté des représentants des peuples des Balkans qui furent exclus du Congrès de Berlin, fut une lugubre leçon pour les nationalistes de ces pays. Le soutien, voire la protection des Grandes Puissances, étaient perçues comme nécessaires pour réaliser les rêves de réunification nationale et d'extension territoriale.

Réciproquement, l'alignement de chacun des deux blocs de Grandes Puissances rivales sur les ambitions territoriales de ses alliés balkaniques respectifs a transformé la région en poudrière où les luttes nationales n'ont agi que comme mandataires et exécutants de conflits inter-impérialistes meurtriers. La Serbie, bloquée par l'Autriche dans son expansion vers l'Ouest en direction de la

Bosnie-Herzégovine et empêchée de s'unir au Monténégro, fut incitée par Vienne en 1885 à mener une guerre désastreuse contre la Bulgarie – une guerre visant à affaiblir la position de la Russie dans les Balkans. La pomme de discorde posée sur la table au Congrès de Berlin visait à pousser la Serbie, la Bulgarie et la Grèce à entrer dans un cercle vicieux de luttes de plus en plus violentes pour le contrôle de la Macédoine ottomane multiethnique, jetant les bases de la guerre fratricide de 1913. Les Balkans contemporains continuent à être une arène d'affrontement des intérêts des Grandes Puissances car les nationalistes des Balkans, trop faibles pour imposer leurs ambitions à leurs rivaux, ne cessent d'escompter l'intervention des Grandes Puissances. Il en résulte tous les schémas trop familiers et connus de diviser pour régner. Par exemple dans le cas du Kosovo, le prix de « l'indépendance du Kosovo » est le protectorat US sur ce territoire et la colonisation énergétique de la Serbie par la Russie.

De même, les Etats indépendants des Balkans créés à Berlin n'étaient indépendants que formellement. Les Puissances ont imposé un certain nombre de conditions à cette indépendance. Une de ces conditions était l'obligation de signer des traités de libre échange avec les puissants protecteurs. De même le « marché libre » a été inscrit dans le Traité de Dayton à l'origine de la création de l'Etat bosniaque en 1995 et de l'Autorité autonome du Kosovo prévue par la conférence avortée de Rambouillet de 1999. Après 1878 la Serbie et la Roumanie ont été obligées d'accorder à l'Autriche-Hongrie la clause de la nation la plus favorisée.

Dans les Balkans, les produits industriels occidentaux bon marché ont détruit l'artisanat traditionnel et ont même conduit à la désindustrialisation là où existait une industrie, par exemple celle du cuir et du textile bulgares. Après 1989, ce scénario devait se répéter avec une nouvelle ouverture au marché global qui a entraîné la ruine de l'industrie et le chômage massif. En même temps, après 1878 les Balkans sont devenus complètement dépendants de l'exportation de leurs produits agricoles dont la demande n'était pas élastique et dont la valeur était dépréciée par la concurrence internationale. Le fondateur du socialisme bulgare Dimitri Blagoev s'alarmait déjà en 1885 que les Balkans devenaient une colonie agricole de l'Ouest capitaliste.

La dépendance économique devint ensuite une dépendance financière. Une des conditions de l'accession à l'indépendance était pour les Etats des Balkans l'obligation de payer pour construire des chemins de fer d'intérêt stratégique pour les Grandes Puissances et de confier ces travaux à des entreprises étrangères. La construction de lignes de chemins de fer devint alors un terrain de rivalités pour les Grandes Puissances dans la région, tout comme aujourd'hui les Balkans se trouvent au centre de la concurrence entre la Russie et l'UE-Etats Unis pour la livraison de matières premières énergétiques et leur contrôle en Asie Centrale. En tant que bases militaires stratégiques potentielles pour les Grandes Puissances, les Etats indépendants des Balkans ont été obligés de créer des armées permanentes et de déclencher dans la région une course aux armements. Afin de financer les chemins de fer, les armées et l'appareil bureaucratique pour les administrer, les Etats des Balkans ont été amenés à se tourner vers des prêts extérieurs. C'est ainsi que ces pays faibles, appauvris et arriérés sont tombés dans le piège de la dette. Les Grandes Puissances en ont tiré grand profit mettant en place des organes de supervision qui se sont emparés de la gestion des taxes spéciales et concessions en Serbie, Bulgarie et Roumanie. Il s'agissait des « Fonds Monétaires Internationaux » de l'époque, de même nature que ceux qui imposent les « plans d'ajustement structurel » dans les Balkans d'aujourd'hui. Les « concessions » du 19 siècle sont aujourd'hui appelés « zones d'ouverture à la concurrence » où les monopoles d'Etat sont transmis aux mains de capitalistes étrangers.

Ce schéma d'intégration impérialiste dans l'économie mondiale fut répété, bien que sous une forme nouvelle dans les Balkans au cours du dernier demi-siècle. Il est à la racine de la destruction de la Yougoslavie et de l'actuelle crise régionale d'endettement.

L'intégration commerciale avec la CEE-UE qui a commencé au début des années 1970 avec la signature des traités commerciaux entre la CEE et la Yougoslavie, le contrat de 10 ans entre la République Fédérale d'Allemagne et la Bulgarie et l'importation de technologie par la Roumanie, a conduit ces pays dans le piège de la dette. La faiblesse principale de ce type d'intégration provenait du fait que ces pays achetaient l'expertise technique en devises fortes mais la vendaient en devises faibles à l'intérieur du bloc de l'Est à cause de leur manque de compétitivité sur le marché international et des barrières à l'importation érigées par l'Union Européenne. C'est pour couvrir les frais de ces importations que les Etats des Balkans ont emprunté massivement aux banques occidentales. En 1989 la Yougoslavie avait une dette de 20 milliards de dollars et la Bulgarie de 12 milliards – avec un service de la dette représentant jusqu'à la moitié des recettes d'exportation dans le cas bulgare.

Afin d'imposer la discipline économique nécessaire au remboursement de la dette, le Fonds Monétaire International et l'Union Européenne ont exigé la recentralisation de la Fédération Yougoslave. Pour récompenser le succès des « réformes » l'UE a fait miroiter la carotte d'une proche intégration. Dans la pratique cela signifiait l'alignement de l'UE sur les positions de Milosevic et du nationalisme grand-serbe qui cherchait à améliorer la compétitivité de l'économie serbe par la recentralisation de la Yougoslavie. Mais la promesse de l'intégration a également donné un élan aux riches républiques du Nord qui voulaient augmenter leur compétitivité en se débarrassant du Sud pauvre pour rejoindre l'UE. Ainsi, l'Union Européenne a-t-elle non seulement joué le rôle d'agent de désintégration économique de la République Fédérative Socialiste de Yougoslavie mais également, par la promesse d'une future intégration politique, elle a accéléré sa désintégration nationaliste.

L'ouverture de la Yougoslavie de Tito au marché mondial dans les années 1950s a conduit à la fragmentation de la Fédération en un ensemble de républiques aux économies concurrentes et autarciques et de fait, à partir des années 1960s, au développement du nationalisme de chaque république. La tentative de la Yougoslavie d'entrer en concurrence avec les Grandes Puissances sur le marché mondial a plutôt mené à la fragmentation interne de l'économie. Dans les Balkans dans leur ensemble, c'est le projet d'industrialisation nécessaire à l'indépendance vis-à-vis des Grandes Puissances qui a progressivement détaché la région de sa dépendance vis-à-vis la zone économique soviétique et entraîné sa dépendance vis-à-vis de l'UE. Le point le plus important est que toute l'histoire du marché dans la région a été celle de liens externes de dépendance au détriment des liens internes entre économies. Le plus compréhensible serait d'imaginer les Balkans comme une roue de bicyclette : comme un ensemble de rayons attachés à un support central, mais n'ayant aucune connexion entre eux. C'est pourquoi, d'un point de vue économique, les Balkans sont toujours restés dans un état semi-colonial de pauvreté et d'arriération ce qui en retour les a ouverts à la domination militaire des Grandes Puissances. L'intégration régionale orchestrée actuellement par l'Union Européenne – comme par exemple l'Accord de Libre Echange d'Europe Centrale CEFTA – n'a pas pour objectif de promouvoir une coopération régionale parce que cela pourrait entrer en conflit avec l'intégration dans l'UE elle-même. En réalité les Balkans sont intégrés comme un marché captif pour des biens et les investissements occidentaux renforçant ainsi les tendances à la désindustrialisation et à la dépendance envers la dette.

C'est pourquoi, parler de la « transition vers l'économie de marché » c'est ignorer délibérément que ce qui se joue actuellement est un second cycle de l'économie de la dette. La dette a contraint les économies des Balkans à s'ouvrir aux flux de capital et à la finance étrangère – principalement associés aux privatisations – afin de refinancer cette même dette. Les intérêts élevés exigés par le capital étranger ont nourri une croissance basée sur l'importation et la consommation par endettement, mais en même temps induisant la destruction de l'industrie et la propulsion de la région dans le piège d'une dette plus importante que jamais. Et cela n'était pas un hasard. L'essentiel à comprendre est le rôle de la politique monétaire encourageant la bulle spéculative des

années 2000, notamment le rôle des monnaies fortes - indexées sur l'Euro ou gérées dans le cadre de caisses d'émissions monétaires (currency board). D'un côté les taux d'intérêts élevés et une monnaie surévaluée étaient censés attirer les capitaux étrangers dans le but de pouvoir emprunter pour payer les importations. De l'autre, ce même système basé sur des monnaies fortes et les recettes tirées des privatisations a été responsable de la destruction de l'industrie. Une création monétaire à fort taux d'intérêt n'incite pas à des investissements dans l'économie réelle et surévalue la monnaie affaiblissant la compétitivité des exportations. D'où l'augmentation des déficits budgétaires et la crise de la dette actuelle.

Le cas bulgare prouve aussi le plus clairement que le modèle de croissance par la finance n'est en réalité qu'un mécanisme d'extraction de capital par les banques occidentales. Le système de caisse d'émission monétaire impose une stricte couverture de la création de la monnaie nationale par les réserves en devises de référence. Dans ce système l'Etat ne contrôle plus l'émission de sa monnaie (comme c'est le cas dans la zone Euro). Tout déficit des comptes en devises affecte directement les réserves de change, ce qui contracte la quantité de monnaie disponible dans l'économie et a un effet négatif sur les liquidités, les prix, les salaires et l'activité économique en général. De plus, le but de la politique monétaire est alors de dégager un excédent budgétaire destiné à l'achat de devises étrangères afin de garantir la valeur de la monnaie locale. Ces fonds dégagés sont alors majoritairement investis dans des obligations d'Etat d'autres pays européens. C'est ainsi que le plus pauvre pays de l'Europe finance les plus riches aux dépens de ses citoyens les plus pauvres. La Bulgarie, comme le reste des Balkans, est un créancier net de l'Union Européenne. Afin de maintenir la valeur de la devise nationale pour payer des prêts contractés en devises étrangères - des prêts visant à couvrir le déficit budgétaire courant et permettre le remboursement de la dette extérieure-, les Etats des Balkans ont financé la dette des Etats riches de l'Eurozone. En retour les banques de l'Eurozone utilisent la crise de la dette pour s'emparer de nouvelles sources de richesses publiques, de même que le secteur de l'énergie en Grèce, Roumanie et Bulgarie a été privatisé sous le coup des Plans d'Ajustement Structurels du FMI. Ce régime d'excédent budgétaire exige en contrepartie une austérité permanente des finances publiques c'est-à-dire un vaste transfert de richesses des pauvres vers l'oligarchie des Balkans et vers les banquiers occidentaux. Et cela alors que l'économie de la dette détruit les bases industrielles de la croissance qui seules peuvent résoudre la crise de l'endettement.

Le régime de monnaie forte est également un système de convergence vers l'Eurozone permettant aux économies de Balkans de payer une dette libellée en Euro. Mais cela signifie que tous les Etats des Balkans sont de facto membres, ou plus précisément, des colonies, de l'Eurozone parce qu'ils ne sont plus capables de mener une politique monétaire indépendante. Forcés de dégager des excédents budgétaires pour rembourser la dette, ils ne peuvent plus investir dans l'industrie pour faire redémarrer leur économie et comme dans le cas de la Grèce et de la périphérie de l'Europe, ils doivent imposer une politique néolibérale brutale en attaquant les salaires, les retraites, la protection sociale et en privatisant tous les biens publics.

C'est pourquoi la seule voie pour sortir de la crise est une fédération de nos pays qui pourrait mettre en commun et canaliser les ressources disponibles vers des industries nationalisées dans le but de créer des emplois et augmenter le niveau de vie. Nous devons exiger un modèle d'intégration régionale qui ne dépend pas de l'importation onéreuse de capital ni de biens de consommation occidentaux forçant à exporter en retour, pour payer cette dette, une armée massive de travailleurs migrants esclaves. Il nous faut un système qui assurera le développement de l'investissement public, de l'industrie et des réseaux d'échanges dans tous les Balkans.

L'idée de la Fédération des Balkans nous permet de relier la lutte contre l'esclavage de la dette avec les luttes contre le contrôle impérialiste sur la région. Ces luttes seront dirigées à la fois contre l'intégration dans l'UE et contre la tutelle de la Russie, à la fois contre la dette et contre la

dépendance énergétique. Ceci montre que cette idée n'est pas une idée nationaliste, mais internationaliste, un projet contre les alliances entre la classe locale de capitalistes et l'impérialisme.

Stratégiquement, cette idée peut conduire à l'unification des luttes populaires dans la région contre notre propre Troïka (FMI, EU-OTAN et Russie) en un seul mouvement de libération nationale et sociale de tous les peuples des Balkans. La perspective de fédération des Balkans montre que, à cause de l'alliance entre ceux qui nous dominent localement et leurs parrains extérieurs, nos alliés réels sont les travailleurs, les étudiants, les paysans et les retraités de toute la région ; et elle montre que pour lutter contre l'opresseur extérieur, nous avons besoin de renverser ceux qui nous oppriment chez nous.

Ainsi, seule la Fédération des Balkans peut créer une alternative internationaliste aux luttes des nationalismes dominants concernant le Kosovo, la Bosnie, la Macédoine, ces luttes qui justement permettent aux impérialistes de diviser pour régner. Finalement, seul le concept de Fédération des Balkans est suffisamment large pour permettre l'unification nationale des peuples des Balkans et leur donner les moyens de vivre ensemble dans la paix et l'égalité.

La Fédération des Balkans est notre lien avec le peuple Grec contre l'esclavage de la dette et la domination étrangère, elle est notre propre contribution à la destruction de l'empire Européen du capital – ce qui peut ouvrir une nouvelle ère dans notre région, une ère où les peuples seront à nouveau des sujets de leur propre destin. C'est pourquoi nous devons une fois de plus parler de la Fédération des Balkans, mais aussi l'inclure dans tous les aspects de nos luttes politiques, de façon à la relier avec nos actions quotidiennes et commencer à construire ses fondations par le bas, en connectant nos luttes et en les situant dans un cadre plus large que le cadre purement national.

Andreja Živković and Matija Medenica, Marks21, Serbie

P.-S.

* Contretemps, 24/02/2014 - 13:54 :

<http://www.contretemps.eu/interventions/balkans-peuples-balkans-0>

* Originellement publié en anglais sur LeftEast, 31 May 2013. Disponible en anglais sur ESSF (article 31065).

* Traduit de l'anglais par Monika Karbowska et Catherine Samary.